



**Communiqué
Pour diffusion immédiate**

Rapport sur le décrochage scolaire au Québec

Des conclusions erronées et méprisantes envers les profs

Montréal, le 2 mai 2018 – La Fédération autonome de l'enseignement (FAE) dénonce les conclusions erronées et méprisantes envers les profs du rapport « Décrochage scolaire au Québec : dix ans de surplace, malgré les efforts de financement », publié ce matin par l'Institut du Québec (IQ). Plusieurs des prémisses sur lesquelles s'appuie ce rapport sont fausses, tout comme plusieurs conclusions qui en sont tirées.

Les auteurs de ce pamphlet désavouent les conséquences néfastes du sous-financement chronique du réseau des écoles publiques du Québec et font le choix de taire certains facteurs fondamentaux qui influencent la persévérance scolaire : la pauvreté, la scolarité des mères, le financement public des écoles privées, la prolifération des projets pédagogiques particuliers sélectifs, l'intégration massive et désordonnée d'élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage dans les classes ordinaires et la politique d'austérité menée par le gouvernement de Philippe Couillard.

« Le document diffusé aujourd'hui par l'Institut du Québec est méprisant à l'endroit des enseignantes et enseignants qui travaillent dans les écoles publiques, puisqu'il nie les raisons profondes qui expliquent les difficultés entourant le taux de diplomation au Québec. L'IRIS a clairement démontré que le Québec a le système d'éducation le plus inégalitaire au Canada. De plus, les auteurs de ce pamphlet, qui ne détiennent aucune compétence en matière pédagogique, vont jusqu'à prétendre que la formation du personnel enseignant expliquerait en partie le faible taux de réussite au Québec. Étrangement, aucune étude ne vient appuyer de tels propos. Cet Institut fait le choix de continuer à justifier les années d'austérité imposées par le gouvernement Couillard. Nous continuerons, malgré les attaques surnoises, de dénoncer les effets dévastateurs des choix budgétaires des gouvernements, de défendre l'école publique et les profs qui y travaillent », a souligné Sylvain Mallette, président de la FAE.

Le sous-financement chronique au Québec : une réalité

L'étude de l'IQ affirme une chose et son contraire sur le financement de l'éducation au Québec. D'abord, cet Institut prétend que le financement de l'éducation n'est pas un facteur important pour expliquer l'écart de la diplomation avec l'Ontario. Pourtant, on peut lire dans ce même rapport que « le Québec dépense somme toute moins que la moyenne canadienne par habitant en éducation. [...] Pour chaque dollar dépensé, les Québécois doivent collectivement fournir un effort supplémentaire par rapport à l'Ontario, étant donné leur niveau de richesse qui est plus faible. »

Plus loin, l'on peut aussi lire que « les dépenses par élève au Québec sont relativement comparables à celle de plusieurs autres provinces, mais les investissements de la dernière décennie n'ont pas été suffisants pour rattraper l'Ontario en termes d'investissements publics. Des investissements additionnels devront être faits pour tenir compte de deux phénomènes : la hausse à venir du nombre d'élèves de l'ordre de 15 % d'ici 2029 et les objectifs de diplomation fixés par la Politique de la réussite éducative. »

« Comment les auteurs de ce rapport peuvent-ils affirmer que le sous-financement chronique du réseau des écoles publiques du Québec n'a pas nui aux élèves du Québec? De 2010 à 2016, le gouvernement a amputé le réseau des écoles publiques de 1,5 milliard \$, une décision qui s'est soldée par la suppression de centaines de postes de professionnels dans le réseau de l'éducation et qui a hypothéqué l'avenir des élèves en difficulté. Ce n'est qu'en 2022 que le gouvernement aura remboursé tout ce qu'il aura coupé dans le réseau des écoles publiques. C'est d'ailleurs au Québec que le gouvernement investit le moins d'argent par élève », pointe M. Mallette.

Note de passage à 60 %

De plus, ce rapport de ce groupe de réflexion omet un fait fondamental dans la comparaison des données : la note de passage au Québec est de 60 %, alors qu'elle est de 50 % en Ontario. À cet égard, le Québec a des standards et des normes plus élevés qu'en Ontario, ce qui constitue une bonne nouvelle pour les Québécoises et Québécois qui ne veulent pas de diplômes à rabais et qui s'opposent à la manipulation des notes.

« Ce rapport, en plus d'être méprisant envers les enseignantes et les enseignants, ne propose aucune solution qui améliorerait le système d'éducation québécois », conclut M. Mallette.

Profil de l'organisation

La FAE regroupe huit syndicats qui représentent quelque 34 000 enseignantes et enseignants du préscolaire, du primaire, du secondaire, du milieu carcéral, de la formation professionnelle et de l'éducation des adultes et le personnel scolaire des écoles Peter Hall et du Centre académique Fournier, ainsi que les 900 membres de l'Association de personnes retraitées de la FAE (APRFAE).